

Burundi : Une ONG de lutte contre la corruption menacée de suspension

@rib news, 08/06/2011 L'Olucome, une organisation de lutte contre les malversations économiques est menacée de suspension par le ministre de l'Intérieur Edourad Nduwimana, a déclaré mercredi dans une conférence le président de cette association, Gabriel Rufyiri. « Le ministre de l'Intérieur nous a convoqué et nous a obligé de donner la liste de gens impliqués dans le détournement et dont les noms ont été remis aux pays du G8 » a précisé M. Rufyiri. « C'est une forme d'intimidation et nous ne sommes pas prêts à donner cette liste à ce même ministre car nous avons le droit et les prérogatives d'agir comme on l'a fait » a souligné le président de l'Olucome. Selon lui, ces dossiers en question ici, ont été traités par l'Olucome, l'inspection générale de l'Etat, la Cour Anticorruption et les autres compétences et les noms sont déjà entre les mains des institutions qui ont fait ces enquêtes, les institutions publiques incluses. M. Rufyiri souligne que plusieurs dignitaires possèdent des avoirs dont ils ne peuvent pas expliquer l'origine. L'Olucome doit sans douter continuer à dénoncer des actes du genre, a-t-il martelé, ajoutant qu'il n'a pas peur des circonstances difficiles. L'Olucome avait adressé une correspondance aux pays du G8 pour demander le refus de visas aux personnes accusées de malversations au Burundi en application de la directive issue du sommet d'Evian en 2004, d'interdire l'entrée aux leaders des pays en voie de développement ou sous-développés ayant trempé dans des actes de corruption. Inquiet par cette lettre adressée au G8, le gouvernement burundais avait voulu tranquilliser ceux qui sont cités dans les dossiers du genre. [JMM]